

Les crédits

C'est la conclusion à laquelle le ministre des Transports en est venu avant même de voir le mémoire de VIA Rail. Il n'a pas examiné la possibilité. Il a laissé le ministre des Finances dicter, en fonction des impératifs du moment, l'avenir du service-voyageurs ferroviaire au Canada. Aucun député ne croit sérieusement qu'il restera un service-voyageurs ferroviaire au Canada après une coupe de 500 millions de dollars dans le budget d'exploitation de VIA Rail. Aussi bien mettre une croix dessus. En outre, avec de telles compressions, il sera à peu près impossible d'examiner une option d'avant-garde, une option d'avenir, celle du train à grande vitesse.

M. Kilgour: Monsieur le Président, j'ai une question à poser au député qui vient de parler. Je crois comprendre que, si VIA Rail cessait de desservir Edmonton, un millier d'emplois disparaîtraient dans cette seule ville.

Aux audiences que le Parti conservateur a tenues en 1981 et en 1982, nous avons appris qu'environ un quart de million de Canadiens de l'Atlantique prenaient chaque année le train qui traverse le Maine. Je suppose qu'il s'agissait en grande partie d'étudiants, de gagne-petit et de personnes âgées.

Voici la question que je pose au député. Quelles seront les conséquences pour le Canada atlantique ou, puisque Terre-Neuve n'a pas de service-voyageurs, pour les provinces maritimes, de la suppression de l'Atlantique, ce train qui traverse le Maine?

M. Tobin: Monsieur le Président, je remercie le député de sa question. J'étais en Alberta la semaine dernière. Effectivement, on s'inquiète beaucoup à Edmonton des possibilités de compressions dans cette ville, où le service pourrait être supprimé y compris la boucle qui se rend à Edmonton, conformément au programme de réductions dont je viens de parler.

Je peux aisément comprendre que le député entende les plaintes que les Canadiens expriment partout dans le pays. Il a posé une question précise au sujet d'Edmonton. Il a signalé le cas d'Edmonton, après quoi il a formulé des observations sur les réductions dans le Canada atlantique. Il vient de l'Ouest. Nous appartenons à deux partis différents. Je ne veux pas être sectaire à ce sujet. Je pense que le député exprime le sentiment ressenti dans le pays, notamment dans les régions. Le mot «région» est péjoratif. On pense aux régions après coup, une fois que les décisions ont été prises au centre. En vertu de ce plan, le

service sera maintenu de Québec à Windsor, mais ce ne sera guère le cas ailleurs dans les «régions».

Je pense que le député montre bien que l'inquiétude des Canadiens déborde le cadre des transports. On est inquiet au sujet du contrat fondamental qui figure dans la «Confédération», qui prévoit que si nous ne pouvons être tous égaux, le fait d'être citoyen canadien donne toutefois droit à des services de base sur lesquels nous pouvons tous compter. On a l'impression au Canada que ce contrat fondamental qu'on désigne du nom de «Confédération» n'est pas respecté.

Non seulement les Canadiens qui vivent à l'extérieur de Québec et de l'Ontario, mais aussi ceux qui vivent à l'extérieur de Toronto et de Montréal, dans le nord de l'Ontario et du Québec, dans les localités rurales de ces deux provinces et des huit autres ont l'impression que le gouvernement, au sujet de VIA Rail et de bien d'autres questions, se dégage du contrat fondamental auquel nous adhérons quand nous exprimons notre orgueil d'être Canadiens.

Monsieur le Président, que devient le Canada quand il se plie aux volontés du gouvernement conservateur et qu'il fonctionne uniquement en vertu des lois du marché et uniquement entre la ville de Québec et Windsor? Le Canada, c'est beaucoup plus vaste que ce simple corridor et son cœur bat dans toutes les régions de son territoire. Mais cela, le gouvernement ne le comprend pas.

M. Thacker: Monsieur le Président, j'aimerais que mon collègue d'en face me dise depuis quand le fait de fournir un service ferroviaire à tous les Canadiens leur confère une identité nationale.

Dans mon coin de pays, nous avons perdu le service ferroviaire quand les libéraux étaient au pouvoir. Si je me souviens bien, à l'origine, les libéraux s'opposaient à l'idée d'un chemin de fer qu'a lancée John A. Macdonald. En fait, Macdonald a perdu ses élections à cause de cette affaire-là. Les rouges ont été élus et n'ont rien fait en vue de la construction du chemin de fer. Quand John A. Macdonald est revenu au pouvoir, c'est lui qui l'a terminé.

Le député peut-il me dire depuis quand le service ferroviaire est devenu un aspect fondamental de la citoyenneté canadienne? Qu'advient-il de tous les Canadiens qui ont connu la guerre mais dont la région n'a jamais eu de service-voyageurs?